

Cabinet du Secrétaire général





GABRIELA RAMOS

Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE



gabriela.ramos@oecd.org



www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral



[@gabramosp](https://twitter.com/gabramosp)

« Le Cabinet du Secrétaire général appuie l'Agenda stratégique de l'OCDE dans l'exercice de son rôle de direction, d'orientation et de coordination à tous les niveaux. Il garantit que l'Organisation s'acquitte au mieux de sa mission, et veille à ce qu'elle fournisse « des politiques meilleures pour une vie meilleure » pour les pays membres et les économies partenaires. Le Cabinet supervise la mise en œuvre de l'Agenda « 21 pour 21 », s'assure que l'OCDE reste à l'avant-garde des enjeux de politique publique, soutient les pays dans la mise en œuvre de leurs programmes de réformes, aide à garantir des règles du jeu équitables, et contribue à l'élaboration de programmes de croissance centrés sur l'humain. »

Cabinet du Secrétaire général

Sous la conduite de la Directrice de Cabinet Gabriela Ramos et du Directeur de Cabinet adjoint Juan Yermo, **le Cabinet du Secrétaire général (OSG)** soutient la vision stratégique du Secrétaire général pour la transformation de l'OCDE, notamment ses Orientations stratégiques ainsi que son Agenda « 21 pour 21 ». Avec les Secrétaires généraux adjoints, OSG coordonne les travaux de toute l'Organisation afin d'en garantir la cohérence et l'impact. Il maintient l'OCDE à la pointe de la réflexion politique, en particulier à travers les initiatives relatives aux Nouvelles approches face aux défis économiques et à la croissance inclusive, et par ses contributions aux G20 et G7 avec l'appui du Bureau du Sherpa.

OSG prépare et coordonne toutes les activités quotidiennes du Secrétaire général et contribue à la mise en œuvre de ses décisions. Il veille aussi à prodiguer des conseils stratégiques ciblés et d'actualité aux pays membres et partenaires sur leurs programmes nationaux de réforme, par sa série Politiques meilleures, ses examens par pays, les publications phares et le Programme de l'OCDE pour les dirigeants. OSG contribue à la coordination des activités des hauts responsables, notamment du suivi par les Secrétaires généraux adjoints de certains domaines d'action. Il fait en sorte que l'OCDE soit représentée au plus haut niveau dans les réunions internationales. Il est également chargé de la coordination de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) et du Groupe de stratégie globale (GSG).

Chargé de veiller à ce que l'OCDE se maintienne à la pointe sur le plan de la gestion et du fonctionnement, OSG assure la supervision des services institutionnels (EXD), de la communication extérieure et de la participation du public (PAC), du Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif (CES), de l'Audit interne (IA), du Secrétariat des relations mondiales (GRS) et de la Direction des affaires juridiques (LEG). OSG dirige les travaux du Secrétariat avec les comités permanents, afin d'appuyer le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil et les interactions régulières avec les ambassadeurs auprès de l'OCDE. Il coordonne aussi les contributions volontaires reçues par l'Organisation, ainsi que les initiatives soutenues par ses membres, comme l'initiative « Global Deal » et le Réseau pour des économies ouvertes et des sociétés inclusives.

Le Cabinet comprend l'Unité de gestion et de communication, l'Unité de prospective stratégique, l'Unité de veille stratégique et de rédaction de discours, l'Unité des représentants de l'OCDE auprès des Nations Unies, et la Table ronde sur le développement durable. Une équipe de conseillers contribue à la préparation des activités quotidiennes et des missions des hauts responsables, ainsi qu'à la coordination des différents axes de travail. Enfin, le Cabinet produit la série Politiques meilleures et héberge la fonction Protocole. ■

Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)



www.oecd.org/fr/naec

Sous la supervision de Gabriela Ramos, l'initiative des **Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)** catalyse les efforts déployés dans l'ensemble de l'Organisation et au-delà en vue d'actualiser et d'affiner nos grilles d'analyse, nos approches et nos conseils. Le Groupe NAEC, composé de présidents de comité, d'ambassadeurs et de directeurs, supervise et examine les activités liées à cette initiative. En 2018, l'initiative NAEC a travaillé avec plusieurs comités de l'OCDE et accueilli d'éminentes personnalités tels que le lauréat du Prix Nobel Angus Deaton, Dani Rodrik, Mariana Mazzucato, Andy Haldane, Erik Brynjolfsson ou Olivier Blanchard.

L'initiative NAEC a marqué le dixième anniversaire du début de la crise financière mondiale en organisant, conjointement avec Partners for a New Economy, une conférence à haut niveau sur les leçons à en tirer. L'initiative a également lancé, avec l'Institut international pour l'analyse appliquée des systèmes (IIASA), un Groupe de travail sur la pensée systémique, l'anticipation et la résilience afin d'appliquer la science de la complexité à la compréhension de l'économie et de ses interactions avec d'autres systèmes comme l'environnement et la société. L'initiative NAEC concourt également au renforcement des approches intergouvernementales de la résilience, en collaboration avec le *United States Army Corps of Engineers* et le Centre commun de recherche de la Commission européenne. Sous la houlette de la Directrice de cabinet, de la Cheffe économiste et de la Statisticienne en chef de l'OCDE, le Laboratoire d'innovation NAEC favorise l'expérimentation de nouveaux outils et techniques d'analyse.

L'initiative NAEC a chargé un Conseil consultatif auprès du Secrétaire général d'élaborer un nouveau discours sur la croissance. Ce conseil interroge le sens et la finalité de la croissance, et détermine quelles sont les thématiques qui devraient retenir l'attention de l'OCDE. ■

Croissance inclusive



www.oecd.org/inclusive-growth

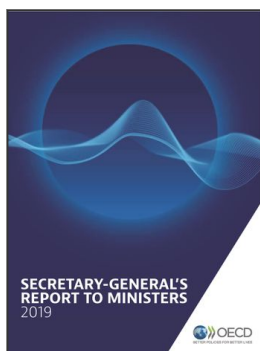
Pendant plus d'une décennie, l'OCDE a étudié l'aggravation des inégalités de revenu et de l'inégalité des chances dans les pays membres et partenaires de l'OCDE. L'initiative relative à la croissance inclusive a été lancée en 2012 afin d'élaborer des stratégies concrètes face à ce défi. Sous la supervision de Gabriela Ramos, cette initiative a permis la mise en place d'un cadre d'action et l'élaboration d'un modèle à même d'expliquer en quoi les inégalités nuisent à la croissance, en rassemblant l'ensemble des travaux menés au sein des différentes composantes de l'OCDE. En 2012-14, l'OCDE avait mis en garde contre le découplage entre croissance et bien-être. Elle s'est intéressée à l'aggravation des inégalités et a formalisé la notion de niveau de vie multidimensionnel au sein d'un cadre d'indicateurs détaillé.

En 2014-16, les travaux sur la croissance inclusive ont été étendus aux régions infranationales et métropolitaines, ainsi qu'aux problématiques sectorielles. Les analyses des interactions entre productivité et inclusivité ont été poussées plus avant, et ont donné lieu à la publication de rapports de premier plan tels que *All on Board: Making Inclusive Growth Happen* et *L'articulation entre productivité et inclusivité*. S'en est suivie la création d'un Groupe des Amis de la croissance inclusive et de la plateforme des Maires champions.

En 2016-18, l'analyse de l'articulation entre productivité et inclusivité a été élargie de façon à prendre en compte la transformation numérique et l'interdépendance croissante de nos économies. En 2018, l'OCDE a lancé le Cadre d'action pour les politiques de croissance inclusive, étayé par un tableau de bord de 24 indicateurs. Ce cadre donne aux pouvoirs publics des orientations quant à la façon d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques de nature à entretenir la croissance et à en partager plus équitablement les fruits. Il s'articule autour de trois points d'ancrage : i) stimuler le dynamisme des entreprises et promouvoir l'inclusivité du marché du travail ; ii) investir dans les personnes et territoires laissés de côté, et offrir des chances égales à tous ; et iii) bâtir des administrations efficaces et réactives.

L'OCDE applique désormais ce Cadre d'action aux examens par pays de la croissance inclusive afin d'aider les pays à diagnostiquer et traiter les principaux défis qui se font jour dans ces domaines. La plateforme B4IG (Business for inclusive growth) vient compléter ce Cadre en aidant les entreprises à négocier la transition vers l'économie numérique dans une optique de durabilité et de justice sociale. Elle a permis d'apporter des éclairages utiles lors du Sommet du G7 de Charlevoix et elle appuie les travaux de la présidence française du G7.

Le projet vise désormais à proposer des solutions pratiques pour améliorer le bilan de la croissance inclusive à long terme. Cela nécessite de prêter une attention particulière à l'inégalité des chances offertes aux enfants et aux jeunes tout en prenant en considération des mégatendances comme le changement climatique ou l'exposition des personnes aux risques environnementaux. Le projet soutient également le « *Global Deal* », en mettant tout particulièrement l'accent sur un dialogue social de qualité et les moyens à mettre en œuvre pour rendre le marché du travail plus inclusif. ■



Extrait de :
Secretary-General's Report to Ministers 2019

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/d4b4a55c-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Cabinet du Secrétaire général », dans *Secretary-General's Report to Ministers 2019*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/51846525-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.